

[Text]

costing \$3 billion a year. It has gone up now, so obviously the U.S. government is looking at it, continually re-evaluating the legislation to determine whether or not it's producing the benefits. Certainly the tax incentives there are far more extensive than anything being contemplated or proposed here.

• 1140

I mentioned that I thought Bill C-327 was a modest start towards supporting employee ownership. Certainly I think we could go a lot farther and it would still be beneficial. There would still be a direct pay-back to the tax incentives if we were to go farther and extend them even to, for example, non-majority... companies that weren't going to become majority employee-owned. I think there is still a benefit even there, but that's not what is on the table at the moment.

Mr. Assad: Probably \$3 billion was a very good investment on the part of the American government when you consider the number of industries it kept operating and the number of employees it kept working.

Dr. Long: That's what they've concluded, and they've kept the legislation in place.

Mr. Assad: Would you say that if we had something comparable to what they have in the United States—of course, Canadians are much more modest when it comes to many things—would you say that the system in the United States is something we should copy here? Or did we ever have something comparable to that in this country?

Dr. Long: No country in the world has ever had, nor has at the moment, anything comparable to the ESOP legislation in the United States.

I think we could learn from it. I think we could do it more cheaply. I think they've invested a lot of money in companies, and with some of those companies there hasn't been the pay-back. That is to say, they've invested a lot of tax incentives and the companies have performed normally. They haven't performed badly, but they haven't had that improvement.

For example, there's no education component under their legislation, so many companies are going into this for the tax incentives only and are not recognizing the managerial changes that should be made at the same time.

I think we could learn from the legislation in the United States, but I certainly wouldn't recommend doing exactly what they have done. I think you could get a better return by having something that would cost less money but would still achieve the purposes.

Mr. Assad: Under the ESOP in the United States, has there ever been any resistance to this plan from outside? Did anybody ever object to it, calling it some kind of creeping socialism or something? I am surprised they managed to spend that kind of money in the program without having some kind of resistance to it. Is there any record of resistance?

[Translation]

milliards de dollars pas an. Ce chiffre a augmenté depuis, si bien que le gouvernement américain examine ce programme le réévalu continuellement pour vérifier si les résultats suivent. Il est certain que les stimulants fiscaux en vigueur aux États-Unis sont d'une autre envergure que toutes les mesures envisagées ou proposées ici.

J'ai déclaré qu'à mon avis, le projet de loi C-327 constituait un point de départ modeste en faveur de l'actionnariat ouvrier. Il est certain que nous pourrions aller beaucoup loin et que cela porterait encore des fruits. Il y aurait toujours des retombées directes aux stimulants fiscaux si l'on voulait aller plus loin et les étendre même, par exemple, à des compagnies dont les employés ne seraient pas majoritairement propriétaires... et dont cela ne serait pas l'intention. Cela resterait avantageux, mais ce n'est pas le projet de loi dont nous avons à débattre en ce moment.

M. Assad: Il est probable que l'investissement de trois milliards de dollars de la part du gouvernement américain s'est révélé fort judicieux si l'on considère le nombre d'industries qui ont évité la faillite et le nombre d'employés qui ont conservé leur emploi.

M. Long: C'est ce qu'ils ont conclu et ils ont maintenu la loi en vigueur.

M. Assad: Estimez-vous que si nous avons des mesures législatives comparables à celles qui existent aux États-Unis—les Canadiens font évidemment les choses beaucoup plus modestement dans de nombreux domaines—iriez-vous jusqu'à dire que le Canada devrait copier le régime en vigueur aux États-Unis? Ou bien, y a-t-il jamais eu quelque chose de comparable à cela chez nous?

M. Long: Aucun pays au monde n'a jamais eu, ou n'a en ce moment, un programme comparable au régime actionnariat des employés (RADE) en vigueur aux États-Unis.

J'estime que nous devrions en tirer des leçons et que nous pourrions faire la même chose à moindre coût. À mon avis, les États-Unis ont investi beaucoup d'argent dans ces entreprises et dans certains cas, il n'y a pas eu les retombées attendues. Même avec des stimulants fiscaux importants, les résultats de ces entreprises ont été ordinaires, pas mauvais, mais il n'y a pas eu d'amélioration.

Par exemple, les lois américaines ne comportent aucun volet éducatif, si bien que de nombreuses entreprises se lancent dans cette voie uniquement à cause des stimulants fiscaux, sans réaliser qu'il faudrait également changer les systèmes de gestion.

Nous pourrions tirer des leçons de la loi en vigueur aux États-Unis, mais je ne recommanderais certes pas d'appliquer les mêmes mesures ici. Nous pourrions obtenir de bien meilleurs résultats en investissant beaucoup moins d'argent tout en nous engageant dans la même voie.

M. Assad: Le régime actionnariat des employés en vigueur aux États-Unis, a-t-il provoqué des réactions négatives de la part de ceux qui n'étaient pas directement concernés? A-t-on jamais soulevé des objections, sous prétexte que c'était une forme de socialisme rampant ou quelque chose du genre? Je suis surpris de constater qu'ils ont réussi à allouer tout cet argent au programme sans rencontrer certaines objections. Il y a eu deux objections?